



## **Projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027**

### **Note explicative**

#### **Objet du document**

Ce rapport présente la structure du projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027 et la répartition des activités qui seront financées par les contributions évaluées et les contributions extrabudgétaires, ainsi que la justification et les hypothèses qui sont utilisées pour calculer le coût des activités.

#### **Mesures à prendre par la Conférence des Parties**

La Conférence des Parties est invitée à prendre note des informations complémentaires incluses dans le présent rapport lorsqu'elle envisagera d'adopter le projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027.

Contribution aux objectifs de développement durable (ODD) : tous les ODD ; en particulier, l'ODD 3 et la cible 3.a.

Lien avec le plan de travail et le budget : aucun.

Incidences financières supplémentaires si elles ne sont pas incluses dans le plan de travail et le budget : aucune.

Document(s) connexe(s) : FCTC/COP/11/13, Projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027.

## Contexte

1. Ce document sert de note explicative au projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027 présenté pour examen à la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (la Convention-cadre de l'OMS), sous la cote FCTC/COP/11/13. Le projet actuel de plan de travail et de budget pour 2026-2027 repose sur la Stratégie mondiale pour accélérer la lutte antitabac : faire avancer le développement durable par la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS 2019-2025, qui a été adoptée par la Conférence des Parties dans sa décision FCTC/COP8(16) et prolongée jusqu'en 2030 dans sa décision FCTC/COP10(15). Il comporte trois principaux buts stratégiques qui se subdivisent en objectifs stratégiques et objectifs spécifiques, ainsi que deux objectifs opérationnels.
2. L'annexe 1 du document FCTC/COP/11/13 présente une estimation du coût des activités entreprises concernant la Convention-cadre de l'OMS, par but, objectif, activité et source de financement. Le coût estimé des activités spécifiques est indiqué par les chiffres du budget correspondant à différentes lignes du plan de travail, alors que la source de financement – contributions évaluées (CE) et/ou contributions extrabudgétaires (EB) – est précisée dans les colonnes du plan de travail.
3. L'annexe 2 du document FCTC/COP/11/13 contient une répartition des dépenses de personnel.
4. Comme les années précédentes, le budget sera financé par les contributions évaluées, selon le barème des contributions adopté par la Conférence des Parties, et par les contributions extrabudgétaires que le Secrétariat de la Convention serait chargé de mobiliser.

## Activités

5. Le budget total proposé pour les activités au cours de l'exercice 2026-2027 s'établit à 9 207 145 dollars des États-Unis (USD).
6. La répartition des coûts par source de financement est indiquée dans les tableaux ci-dessous :

Dépenses couvertes par les CE	
Activité	Coût en USD
Activités statutaires liées à l'administration des traités, y compris la douzième session de la Conférence des Parties et les travaux du Bureau élu à la onzième session de la Conférence des Parties	1 152 446
Cycle de notification et rapport mondial 2027 sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac	45 000
Coopération internationale et renforcement des partenariats et alliances	5 000
Administration générale et gestion du Secrétariat de la Convention, notamment communication et technologie de l'information, présence numérique (maintien du site Web dans les six langues, réseaux sociaux) et collecte de fonds	76 000
<b>Coût total des activités à financer par les CE</b>	<b>1 278 446</b>

Dépenses couvertes par les EB	
Activité	Coût en USD
Activités autour de la Conférence des Parties : réunions préparatoires régionales pour la Conférence des Parties (réunions préalables), débats de haut niveau, intervenants et intervenantes invités, activités et indemnité journalière de subsistance versée aux délégués et déléguées des pays à faible revenu (PFR) et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) Parties à la Convention-cadre de l'OMS	1 153 699
Organes subsidiaires intersessions selon les décisions de la Conférence des Parties à sa onzième session (couverture partielle)	150 000
Activités visant à renforcer la capacité de notification des Parties et la gestion des connaissances	935 000
Travaux entrepris pour apporter une aide directe aux Parties dans la mise en œuvre de la Convention, y compris les activités d'aide au développement telles que le projet pour la Convention-cadre de l'OMS à l'horizon 2030	4 800 000
Autres activités visant à promouvoir la coopération internationale	275 000
Activités liées à la mobilisation des ressources et renforcement des activités de communication	415 000
Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre, en fonction de la décision de la Conférence des Parties à sa onzième session	200 000
<b>Coût total des activités à financer par les EB</b>	<b>7 928 699</b>

7. Le tableau ci-après montre la répartition des coûts par domaine de la Stratégie et par source de financement :

Domaine d'activité	Coûts liés à l'activité (en USD) CE	Coûts liés à l'activité (en USD) EB	Coûts liés à l'activité (en USD) Total
<b>But stratégique 1. Accélérer l'action</b>			
Objectif stratégique 1.1	0	3 600 000	3 600 000
Objectif stratégique 1.2	0	400 000	400 000
<b>Total – But stratégique 1</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>4 000 000</b>
<b>But stratégique 2. Constituer des alliances et des partenariats internationaux dans différents secteurs et avec la société civile afin de contribuer à la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS</b>			
Objectif stratégique 2.1	30 000	440 000	470 000
Objectif stratégique 2.2	0	170 000	170 000
<b>Total – But stratégique 2</b>	<b>30 000</b>	<b>610 000</b>	<b>640 000</b>
<b>But stratégique 3. Préserver l'intégrité et s'appuyer sur les avancées au titre de la Convention-cadre de l'OMS</b>			
Objectif stratégique 3.1	0	200 000	200 000
Objectif stratégique 3.2	50 000	1 750 000	1 800 000
<b>Total – But stratégique 3</b>	<b>50 000</b>	<b>1 950 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Objectif opérationnel 4.1</b>	<b>6 000</b>	<b>65 000</b>	<b>71 000</b>
<b>Objectif opérationnel 4.2</b>	<b>1 192 446</b>	<b>1 303 699</b>	<b>2 496 145</b>
<b>Total général pour toutes les activités</b>	<b>1 278 446</b>	<b>7 928 699</b>	<b>9 207 145</b>

8. Les tableaux ci-dessous contiennent d'autres précisions sur les activités proposées et la justification du budget prévu.

## But stratégique 1. Accélérer l'action

### Objectif stratégique 1.1 : Donner la priorité aux mesures permettant d'accélérer la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS, y compris à des formes d'aide technique et financière efficaces pour apporter aux Parties un appui dans les domaines prioritaires identifiés

9. En plus de celles qui voudraient demander une évaluation de leurs besoins, les Parties peuvent aussi bénéficier d'une assistance technique du Secrétariat de la Convention pour la mise en œuvre de la Convention-cadre, tout particulièrement en ce qui concerne les priorités visées dans la Stratégie. Aux fins de la planification, l'assistance technique concernant divers articles fait l'objet de lignes budgétaires distinctes du projet de plan de travail et de budget. Lorsqu'une Partie la demande pour plusieurs articles, l'assistance technique est apportée lors de la même mission.

10. Les travaux visés dans cette section du plan de travail devraient s'inscrire à la fois dans le cadre du projet pour la Convention-cadre de l'OMS à l'horizon 2030 existant (à condition que les fonds restent disponibles) et grâce à d'autres moyens. Le Secrétariat de la Convention coordonnera la réalisation des travaux dans ce domaine en réponse aux demandes des Parties, en invitant l'OMS à tous les niveaux, les organismes des Nations Unies (y compris le Programme des Nations Unies pour le développement), les pôles de connaissances de la Convention-cadre et les autres organisations et expert(e)s pertinents et en coordonnant leur participation.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>1.1.1 Les Parties élaborent, mettent en œuvre et actualisent périodiquement des stratégies nationales antitabac complètes et chiffrées (article 5 de la Convention-cadre de l'OMS), en privilégiant des politiques multisectorielles et transversales, en se concentrant sur les articles de la Convention les plus importants dans le contexte national et en insistant sur l'appui aux Parties ayant droit à l'aide publique au développement.</b>	1.1.1.1 Déployer des missions d'évaluation des besoins sur demande, y compris un appui consécutif à l'évaluation des besoins <i>Au moins huit Parties bénéficiant d'une assistance sur demande pour évaluer leurs besoins, élaborer un plan d'action et réaliser des progrès concernant les priorités immédiates</i>	Le budget prévoit 40 000 USD par projet, pouvant servir à la couverture de frais liés à l'engagement d'experts et d'expertes, aux services d'interprétation, aux frais de voyage, aux indemnités journalières, à la location de salles et à d'autres frais locaux. Les coûts peuvent varier en fonction de la demande et des besoins exprimés. Les Parties à haut revenu peuvent elles aussi demander une mission d'évaluation des besoins, mais elles devront couvrir l'intégralité des frais y afférents.
	1.1.1.2 Fournir une assistance technique aux Parties concernant l'article 5.1 (élaborer des stratégies nationales antitabac chiffrées), sur demande <i>Au moins quatre Parties bénéficiant d'une assistance sur demande</i>	Le budget prévoit 40 000 USD par projet, pouvant servir à la couverture de frais liés à l'engagement d'experts et d'expertes, aux services d'interprétation, aux frais de voyage, aux indemnités journalières, à la location de salles et à d'autres frais locaux. Les coûts peuvent varier en fonction de la demande et des besoins exprimés.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
	<p>1.1.1.3 Fournir une assistance technique aux Parties concernant les articles les plus importants dans le contexte national, sur demande</p> <p><i>Au moins huit Parties bénéficiant d'une assistance sur demande</i></p>	<p>Le budget prévoit 40 000 USD par projet, pouvant servir à la couverture de frais liés à l'engagement d'experts et d'expertes, aux services d'interprétation, aux frais de voyage, aux indemnités journalières, à la location de salles et à d'autres frais locaux.</p> <p>Les coûts peuvent varier en fonction de la demande et des besoins exprimés.</p>
<b>1.1.2 Les Parties appliquent les mesures concernant les prix et les taxes (article 6).</b>	<p>1.1.2.1 Fournir une assistance technique aux Parties concernant l'article 6, sur demande (y compris pour la coordination avec les parties prenantes et les partenaires qui peuvent fournir aux Parties des recommandations sur la taxation des produits du tabac)</p> <p><i>Au moins 10 Parties bénéficiant d'une assistance sur demande</i></p>	<p>Le budget prévoit 40 000 USD par projet. Le budget de cette activité comprend l'assistance technique fournie par des expert(e)s/consultant(e)s, une analyse économique, un soutien direct et les frais de voyage pour aider les Parties à organiser des ateliers nationaux et appuyer des activités pertinentes. En ce qui concerne cet article, le Secrétariat de la Convention devra peut-être faire procéder à des recherches et s'adresser à des expert(e)s de la fiscalité et de l'économie du tabac pour contribuer à appuyer cette activité s'il ne dispose pas lui-même des capacités techniques nécessaires.</p>
<b>1.1.3 Les Parties mettent en œuvre des mesures assorties d'un délai (articles 8, 11 et 13).</b>	<p>1.1.3.1 Fournir une assistance technique aux Parties concernant les articles 8, 11 et 13, sur demande</p> <p><i>Au moins 20 Parties bénéficiant d'une assistance sur demande</i></p>	<p>Le budget prévoit 40 000 USD par projet, pouvant servir à la couverture de frais liés à l'engagement d'experts et d'expertes, aux services d'interprétation, aux frais de voyage, aux indemnités journalières, à la location de salles et à d'autres frais locaux.</p> <p>Les coûts peuvent varier en fonction de la demande et des besoins exprimés.</p>
	<p>1.1.3.2 Élaborer des supports (outils d'apprentissage électronique, ensembles d'outils, notes d'orientation et manuels) pour appuyer la mise en œuvre de la Convention-cadre et maintenir les outils existants</p> <p><i>Au moins quatre nouveaux supports conçus</i></p>	<p>Le budget servira à produire et diffuser ces ensembles d'outils et manuels. Le coût final dépendra du type de matériel concerné.</p>
	<p>1.1.3.3 Organiser des ateliers pour remédier à des difficultés spécifiques identifiées par les Parties en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention-cadre et pour instaurer une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire</p> <p><i>Les ateliers se dérouleront en collaboration avec les bureaux de pays et les bureaux régionaux de l'OMS et avec d'autres partenaires, selon qu'il conviendra, et porteront sur les problèmes spécifiques rencontrés dans la mise en œuvre de la Convention-cadre.</i></p>	<p>Le budget prévoit au moins huit ateliers multisectoriels en présentiel. Le budget de cette activité couvre les voyages (conformément à la politique de la Convention-cadre dans ce domaine), les experts/expertes (trois en moyenne), l'interprétation (en moyenne dans deux ou trois langues), l'établissement de la documentation et la logistique. Le coût final par atelier peut varier en fonction des circonstances comme le nombre de participants/participantes, le montant des frais de voyage, etc.</p>
<b>Coût total de l'objectif stratégique 1.1</b>		<b>3 600 000 USD</b>

## But stratégique 2. Constituer des alliances et des partenariats internationaux dans différents secteurs et avec la société civile afin de contribuer à la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS

**Objectif stratégique 2.1 : Mobiliser les partenaires internationaux, intergouvernementaux et de développement pour qu'ils prennent en compte la Convention-cadre de l'OMS dans leurs activités, et/ou dans leurs efforts visant à atteindre les ODD**

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>2.1.1 Renforcer les synergies et la coopération avec l'OMS, les organisations du système des Nations Unies et d'autres organismes et initiatives internationaux concernés</b>	2.1.1.1 Promouvoir la collaboration ou des activités conjointes avec les entités des Nations Unies ou d'autres entités <i>Au moins deux collaborations et/ou activités conjointes établies ou menées</i>	Le budget couvre les frais de déplacement nécessaires pour assister aux réunions des organes directeurs concernés, comme la réunion des directeurs des organes directeurs des Nations Unies, le forum politique de haut niveau sur les ODD et les sessions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social, et les visites à différents secrétariats de traités, à des organes d'intégration régionale et à des banques régionales de développement, selon les besoins et lorsque des réunions en ligne ne sont pas possibles ou ne conviennent pas.
	2.1.1.2 Concevoir des supports de sensibilisation destinés aux bureaux de pays de l'OMS pour encourager la prise en compte de la Convention-cadre dans la stratégie de coopération avec les pays <i>Mise en œuvre de la Convention-cadre incluse dans au moins 12 stratégies de coopération avec les pays</i>	Le budget couvre la conception graphique et la mise en page des matériels de sensibilisation.
<b>2.1.2 Veiller à ce que la Convention-cadre de l'OMS soit entièrement intégrée dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans les échanges de tout forum concerné organisé sous l'égide des Nations Unies et ayant un lien avec la Convention-cadre de l'OMS</b>	2.1.2.1 Organiser des manifestations parallèles pendant les réunions pertinentes des institutions des Nations Unies <i>Au moins quatre demandes pour des manifestations parallèles soumises</i>	Le budget couvre l'organisation de manifestations parallèles, y compris les frais de déplacement du personnel du Secrétariat de la Convention, les intervenants et intervenantes et les services de logistique/d'interprétation, selon les besoins.
	2.1.2.2 Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la cible 3.a au niveau mondial, participer, en tant que coresponsable de la réalisation de la cible 3.a, aux travaux coordonnés par la Division de la statistique des Nations Unies sur le suivi des ODD dans le cadre des examens nationaux volontaires <i>Contribution du Secrétariat de la Convention à tous les rapports demandés sur les ODD</i>	Les coûts pourront notamment couvrir l'organisation d'ateliers, de réunions ou de webinaires pour promouvoir l'utilisation de ce guide entre les Parties, y compris le coût des services d'interprétation s'il y a lieu.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
	2.1.2.3 Contribuer aux résolutions pertinentes des entités des Nations Unies concernées <i>Contributions à toutes les résolutions dont le Secrétariat de la Convention a été informé</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.
<b>2.1.3 Élaborer des approches qui se renforcent mutuellement pour la mise en œuvre du Plan d'action mondial pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020 grâce à la coopération avec les membres de l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, le Mécanisme mondial de coordination de l'OMS pour la lutte contre les maladies non transmissibles, et d'autres initiatives pertinentes</b>	2.1.3.1 Participer aux travaux interorganisations des Nations Unies avec l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et/ou le mécanisme mondial de coordination de l'OMS pour la lutte contre les MNT <i>Au moins un projet élaboré et mis en œuvre</i>	Le budget couvre l'élaboration et la mise en œuvre d'au moins un projet conjoint.
<b>2.1.4 Encourager les partenariats avec des institutions et des organisations gouvernementales ou intergouvernementales</b>	2.1.4.1 Favoriser les candidatures d'organisations gouvernementales ou intergouvernementales et d'autres institutions à un statut d'observateur <i>Au moins une nouvelle demande de statut d'observateur auprès d'une organisation intergouvernementale reçue</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.
<b>2.1.5 Établir un plan de communication sur la Stratégie mondiale pour accélérer la lutte antitabac : faire avancer le développement durable par la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS 2019-2030 afin d'accroître également la visibilité de la Convention-cadre de l'OMS</b>	2.1.5.1 Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de communication institutionnelle <i>Au moins quatre nouveaux produits conçus</i>	Le budget couvre les coûts de la production de matériels de communication et d'illustrations pour les réseaux sociaux ; de l'amélioration et du maintien du site Web dans les six langues ; de la représentation graphique et de la mise en page des principales publications ; et du déroulement de campagnes, y compris pour rendre opérationnel le plan de communication de la Stratégie mondiale et renforcer les relations avec les médias.  Le coût prévu de ce budget a augmenté par rapport à l'exercice biennal précédent (2024-2025) en raison de besoins accrus en matière de communication, tels que le maintien du site Web dans les six langues officielles des Nations Unies, les coûts de traduction et la mise en place d'une stratégie de collecte de fonds plus ambitieuse et audacieuse (notamment en communiquant mieux sur le travail mené par le Secrétariat de la Convention afin d'attirer davantage de fonds de la part des donateurs).
<b>Coût total de l'objectif stratégique 2.1</b>		<b>470 000 USD</b>

## Objectif stratégique 2.2 : Catalyser et mettre à profit les contributions des parties prenantes extérieures, en particulier de la société civile, pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre de l'OMS

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>2.2.1 Accroître la participation de la société civile, notamment par l'adoption des meilleures pratiques d'autres organisations des Nations Unies, compte tenu de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS</b>	2.2.1.1 Contacter des organisations non gouvernementales (ONG) pour qu'elles sollicitent un statut d'observateur à la Conférence des Parties <i>Au moins une nouvelle demande de statut d'observateur reçue d'ONG</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.
	2.2.1.2 Participation aux principaux événements et conférences mondiaux et régionaux organisés par la société civile afin d'accroître la visibilité de la Convention-cadre de l'OMS et l'engagement avec les partenaires de la société civile <i>Participation à au moins deux conférences ou événements et organisation de deux événements/sessions parallèles par le Secrétariat de la Convention</i>	Le budget couvre les frais de voyage du personnel du Secrétariat de la Convention à ces réunions bilatérales et aux conférences mondiales et régionales et les coûts de production de matériels de communication (guichets d'information, prospectus) à utiliser et présenter à ces réunions et conférences.
	2.2.1.3 Organiser des réunions en ligne avec des ONG ayant le statut d'observateur <i>Au moins quatre réunions en ligne organisées</i>	Il est prévu que la plupart de ces réunions se tiennent en ligne, mais une petite somme est mise de côté pour couvrir éventuellement les frais liés aux services d'interprétation, à la location de salles et à d'autres frais locaux.
	2.2.1.4 Organiser la présentation d'un rapport biennal par les ONG ayant le statut d'observateur dans le cadre de leur processus d'accréditation <i>Toutes les ONG ayant le statut d'observateur à la Conférence des Parties soumettent leurs rapports biennaux conditionnant le renouvellement de leur accréditation</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.
	2.2.1.5 Coorganiser avec des ONG ayant le statut d'observateur des ateliers, des formations ou des événements de sensibilisation organisés par le Secrétariat de la Convention ou les inviter à y participer <i>Au moins 30 % d'ONG coorganisant des ateliers, des formations ou des événements de sensibilisation ou y participant</i>	Le budget couvre les frais de déplacement du personnel du Secrétariat de la Convention à ces ateliers ainsi que les frais liés aux services d'interprétation, à la location de salles ou à d'autres frais locaux selon les besoins.



Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>2.2.2 Créer et gérer une plateforme de coordination conformément aux recommandations du groupe de travail sur les mesures durables (FCTC/COP/7/18)</b>	2.2.2.1 Créer et maintenir la plateforme de coordination  <i>Nombre accru de consultations de pages par rapport à l'exercice biennal précédent</i>	Les coûts de technologie de l'information sont liés à la maintenance, à l'actualisation et à l'amélioration de la plateforme de coordination, le cas échéant.  Les dépenses à prévoir ont été réduites par rapport à l'exercice biennal précédent (2024-2025), suite à la migration réussie de la plateforme de coordination vers le nouveau serveur. Les dépenses futures ne couvriront que les frais de maintenance pour l'hébergement du serveur et les modifications mineures si nécessaire, ainsi que les frais de traduction, la plateforme étant disponible dans les six langues officielles des Nations Unies.
<b>2.2.3 Promouvoir les activités de recherche liées à la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS, et en particulier les priorités définies dans la Stratégie, en vertu de l'article 20</b>	2.2.3.1 Organiser des réunions en ligne avec des Parties et des chercheurs pour mettre en évidence les lacunes dans la recherche, notamment en ce qui concerne les priorités fixées dans la Stratégie  <i>Au moins un rapport élaboré</i>	Le budget couvre la conception graphique ou la traduction de tout matériel ou rapport, au besoin.
<b>Coût total de l'objectif stratégique 2.2</b>		<b>170 000 USD</b>

## But stratégique 3. Préserver l'intégrité et s'appuyer sur les avancées au titre de la Convention-cadre de l'OMS

**Objectif stratégique 3.1 : Améliorer les mécanismes de gouvernance et d'administration de la Convention-cadre de l'OMS, afin que toutes les activités relatives à la Convention-cadre soient priorisées, efficaces, durables et à l'abri de toute influence de l'industrie du tabac**

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>3.1.1 Faire correspondre les agendas, plans de travail et budgets de la Conférence des Parties avec la Stratégie</b>	3.1.1.1 Faire correspondre les agendas, plans de travail et budgets de la Conférence des Parties avec la Stratégie  <i>Agendas, plans de travail et budgets harmonisés avec la Stratégie présentés à la Conférence des Parties</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>3.1.2 D'ici à 2020, créer un Mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la Convention-cadre, piloté par les pairs, pour permettre aux Parties de remédier plus facilement aux lacunes et aux problèmes, diffuser les enseignements tirés de l'expérience et contribuer au déploiement de la Stratégie</b>	3.1.2.1 Mettre en place le Mécanisme volontaire d'examen et de soutien entre pairs pour la mise en œuvre (VIPRS) pour la Convention-cadre de l'OMS conformément à la décision de la Conférence des Parties à sa onzième session  <i>Maximum de 25 Parties participant au Mécanisme VIPRS</i>	Le budget couvre notamment les réunions du Mécanisme VIPRS et l'engagement d'un(e) consultant(e) expert(e) chargé(e) d'établir la documentation en vue des réunions du Mécanisme VIPRS concernant les Parties visées. D'autres activités du Mécanisme pourront aussi être couvertes, selon les modalités opérationnelles décidées par la Conférence des Parties.
<b>3.1.3 Protéger la Conférence des Parties et les autres activités relatives à la Convention-cadre de l'OMS contre l'influence des intérêts, notamment commerciaux, de l'industrie du tabac</b>	3.1.3.1 Recueillir et traiter les déclarations d'intérêts et procéder à une vérification diligente, si nécessaire  <i>Déclarations d'intérêts demandées lors d'une session de la Conférence des Parties ou de toute autre réunion des organes subsidiaires et du Secrétariat de la Convention, si nécessaire</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité.
<b>Coût total de l'objectif stratégique 3.1</b>		<b>200 000 USD</b>

### Objectif stratégique 3.2 : Soutenir et encourager les Parties dans leurs efforts visant à lever les obstacles à la lutte antitabac au niveau national

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>3.2.1 Obtenir un appui politique en faveur de la lutte antitabac</b>	3.2.1.1 Déployer une collaboration de haut niveau entre le Chef ou la Cheffe du Secrétariat de la Convention et les Parties pour établir un appui politique en faveur de la mise en œuvre de la Convention-cadre de l'OMS  <i>Au moins six visites politiques/réunions de haut niveau effectuées/organisées</i>	Les dépenses sont liées aux voyages du Chef ou de la Cheffe du Secrétariat de la Convention et aux services d'interprétation lors de réunions bilatérales, selon qu'il conviendra.
<b>3.2.2 Promouvoir les efforts collaboratifs multisectoriels, notamment le renforcement de la collaboration avec les organisations de la société civile</b>	3.2.2.1 Fournir une assistance technique aux Parties concernant l'article 5.2 (élaborer un mécanisme de coordination nationale), sur demande  <i>Au moins cinq Parties ayant obtenu une assistance pour l'application de l'article 5.2</i>	Le budget de cette activité couvre les frais de déplacement, l'assistance technique fournie par des expert(e)s/consultant(e)s et l'aide directe aux Parties pour l'organisation d'activités et d'ateliers nationaux. En fonction de la demande et des besoins exprimés, le coût de l'assistance technique par Partie peut varier.
<b>3.2.3 Mobiliser des ressources durables pour la lutte antitabac</b>	3.2.3.1 Apporter un appui aux Parties pour l'établissement d'argumentaires d'investissement en faveur de la lutte antitabac  <i>Au moins huit Parties bénéficiant d'une aide à l'élaboration d'argumentaires d'investissement</i>	Les dépenses encourues au cours de cette activité sont liées aux contrats de service de consultant(e)s spécialisés, aux voyages et à la diffusion des résultats. En fonction de la demande et des besoins exprimés, le coût de l'argumentaire d'investissement par Partie peut varier.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
<b>3.2.4 Déployer des mesures pour veiller à ce que les politiques de santé publique ne soient pas influencées par l'industrie du tabac (article 5.3) et assurer un suivi permanent des activités de l'industrie du tabac, aux niveaux national et international</b>	3.2.4.1 Fournir une assistance technique aux Parties concernant l'article 5.3, sur demande  <i>Au moins 20 Parties ayant obtenu une assistance pour l'application de l'article 5.3</i>	Le budget de cette activité comprend l'assistance technique fournie par des expert(e)s/consultant(e)s, un soutien direct et les frais de voyage afin d'aider les Parties à organiser des ateliers nationaux, ainsi qu'un appui aux activités pertinentes. En fonction de la demande et des besoins exprimés, le coût de l'assistance technique par Partie peut varier. Cette activité sera menée en coordination avec le pôle de connaissances pour l'article 5.3 et avec sa participation.
	3.2.4.2 Sensibiliser à la question de l'article 5.3 et des tactiques et de l'ingérence de l'industrie du tabac  <i>Au moins une campagne ou une activité menée pour sensibiliser à l'ingérence de l'industrie du tabac</i>	Le budget de cette activité couvre notamment les coûts liés à la mise en œuvre du plan de communication concernant l'article 5.3 et pourra aussi être utilisé pour faire appel à des services fournis par des agences de communication, ainsi que les coûts liés à la conduite d'autres activités en lien avec l'article 5.3.
	3.2.4.3 Favoriser le recours à la politique type du système des Nations Unies pour prévenir l'ingérence de l'industrie du tabac et effectuer un suivi de cette utilisation  <i>Au moins une campagne ou activité menée</i>	Le budget de cette activité couvre notamment les coûts liés à la mise en œuvre du plan de communication ou d'autres activités connexes pour la politique type et pourra aussi être utilisé pour faire appel à des services fournis par des agences de communication.
<b>3.2.5 Suivre les avancées des principales dispositions de la Convention-cadre relatives aux politiques et aux programmes, notamment les estimations du nombre de vies sauvées, des coûts évités et de l'amélioration des autres résultats sanitaires et économiques</b>	3.2.5.1 Poursuivre la collaboration avec des entités qui possèdent ou gèrent des bases de données contenant des informations pertinentes pour la Convention-cadre de l'OMS à des fins de partage et d'analyse des données  <i>Au moins trois entités concernées</i>	Aucun budget n'est prévu pour cette activité, contrairement à l'exercice biennal précédent (2024-2025), car aucun voyage n'est prévu pour ces engagements (les moyens de communication virtuels seront suffisants).
	3.2.5.2 Mettre en œuvre des ateliers/webinaires sur l'établissement de rapports  <i>Au moins 30 % des Parties participant aux ateliers/webinaires</i>	Les coûts effectifs dépendront de la question de savoir si les activités se déroulent en ligne (ce qui entraîne des frais d'interprétation) ou en présentiel et du nombre d'activités.  On note une augmentation des dépenses à prévoir par rapport à l'exercice biennal précédent (2024-2025) au cas où des ateliers en présentiel seraient nécessaires pour soutenir le déploiement et l'utilisation de la nouvelle plateforme de notification en ligne. Cela ne se produira que si des fonds extrabudgétaires sont mobilisés.

Objectifs spécifiques	Activité	Justification du budget
	3.2.5.3 Conduire le cycle de notification biennal en 2027 <i>Au moins 80 % des Parties soumettant leur rapport et recevant des retours d'information si nécessaire</i>	Le budget couvre les coûts liés à la mise au net et à la traduction des amendements concernant l'instrument de notification et d'autres documents pertinents dans les langues des Nations Unies ainsi qu'à des capacités supplémentaires à court terme au Secrétariat de la Convention pour l'analyse des données. On note une baisse des dépenses à prévoir par rapport à l'exercice biennal précédent (2024-2025), car la mise au point de la nouvelle plateforme relative à l'instrument de notification en ligne est terminée. Les fonds alloués ici se concentreraient uniquement sur l'analyse des données et la préparation/publication du rapport de situation mondial 2027.
	3.2.5.4 Élaborer le rapport de situation mondial 2027 <i>Publication en ligne et diffusion du rapport de situation mondial 2027</i>	Le budget couvre l'analyse, la préparation, l'édition et la mise en page du rapport.
Coût total de l'objectif stratégique 3.2		1 800 000 USD

**Objectif opérationnel 4.1 : Financement durable – Gérer les comptes de la Convention-cadre de l'OMS pour maximiser son efficacité et son efficacité, et trouver de nouvelles sources de recettes afin de soutenir les activités de mise en œuvre de la Convention-cadre**

Activité	Justification du budget
4.1.1 Gestion et administration du Fonds d'investissement	Les frais sont liés à l'engagement de consultants/consultantes à l'appui de cette activité et/ou pour l'établissement de matériels de sensibilisation/documents d'orientation concernant le Fonds d'investissement.
4.1.2 Actualiser et mettre en œuvre un plan de collecte de fonds conformément à la décision FCTC/COP7(25)	Les frais sont liés aux travaux de traduction, d'édition et de mise en page des documents à envoyer aux donateurs potentiels, ainsi qu'aux services d'interprétation lors de réunions bilatérales, selon les besoins.
4.1.3 Suivi du recouvrement des CE	Les frais sont liés à la traduction des documents à envoyer aux Parties, ainsi qu'aux services d'interprétation lors de réunions bilatérales, selon les besoins.
Coût total de l'objectif opérationnel 4.1	71 000 USD

**Objectif opérationnel 4.2 : Efficacité opérationnelle – Promouvoir un fonctionnement optimal de la Conférence des Parties, ainsi que la capacité et l'aptitude du Secrétariat de la Convention à apporter un soutien à la Conférence des Parties et aux Parties dans leurs activités de mise en œuvre, de suivi et de notification**

Activité	Justification du budget
<b>4.2.1 Assurer l'administration et la gestion du Secrétariat de la Convention</b>	Le budget couvre notamment les frais de télécommunication, l'achat de dispositifs et de logiciels, la mise au net, la traduction, les frais postaux, les frais liés aux réunions de planification stratégique et d'autres frais d'exploitation divers, selon les besoins.
<b>4.2.2 Organiser la douzième session de la Conférence des Parties</b> <i>Estimation globale des coûts fondée sur une douzième session de la Conférence des Parties qui durerait six jours : s'il s'avérait nécessaire de prévoir une douzième session plus longue (à discuter avec le Bureau de la Conférence des Parties), il faudra identifier des fonds à cet effet.</i> <i>L'estimation concernant l'établissement de la documentation en vue de la session (traduction et mise au net) est fondée sur des documents de quatre pages au maximum et sur des mesures pour une session PaperSmart.</i>	Le budget de la douzième session couvre notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les frais de voyage (billets d'avion et indemnités journalières) d'un délégué ou d'une déléguée par Partie à la Convention-cadre de l'OMS appartenant au groupe des pays les moins avancés (PMA) ;</li> <li>• les frais de voyage (billet d'avion uniquement) pour un délégué ou une déléguée de chaque pays Partie à la Convention-cadre de l'OMS appartenant au groupe des PFR ou à celui des PRITI, conformément à la politique de la Conférence des Parties concernant les voyages ;</li> <li>• l'indemnité journalière pour un délégué ou une déléguée de chaque pays Partie appartenant au groupe des PFR ou des PRITI si des fonds extrabudgétaires sont disponibles ;</li> <li>• les moyens logistiques généraux, y compris les services d'interprétation, de sécurité et de location ; les traitements du personnel de conférence titulaire d'un contrat à court terme et les heures supplémentaires, les frais de personnel détaché, de diffusion en direct sur le Web des sessions plénières, et la mise au net et la traduction de la documentation ;</li> <li>• les documents officiels ;</li> <li>• la mise au point d'un logiciel pour permettre une réunion PaperSmart avec un portail PaperSmart ;</li> <li>• les manifestations parallèles ;</li> <li>• la campagne de communication et la participation des médias ; et</li> <li>• les frais imprévus.</li> </ul>
<b>4.2.3 Organiser des réunions préparatoires régionales à la Conférence des Parties (réunions préalables).</b> <i>Six réunions préalables se déroulant à la suite des réunions préparatoires régionales de la Réunion des Parties au Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac</i> <i>Réunions régionales de l'OMS pour mieux préparer les Parties aux discussions sur les thèmes choisis et les familiariser avec les documents qui seront présentés à la douzième session de la Conférence des Parties</i>	Le budget suppose que les réunions auront lieu en présentiel. Il couvre les frais de voyage, l'indemnité journalière, les services d'interprétation, la location de salles et d'autres frais locaux.
<b>4.2.4 Préparer et appuyer les travaux du Bureau de la Conférence des Parties et convoquer les réunions, y compris sous forme de vidéoconférences et de téléconférences</b> <i>En fonction des besoins du Bureau, le budget sera ajusté si les travaux se déroulent dans plus de deux langues</i>	Le budget couvre les frais de voyage, l'indemnité journalière, les services d'interprétation, l'édition et les moyens logistiques. On note une baisse des dépenses à prévoir par rapport à l'exercice biennal précédent (2024-2025), car il est désormais basé sur les dépenses réelles engagées par le Bureau au cours de cet exercice biennal. Il convient de noter que le montant de ce poste budgétaire peut varier en fonction de la situation géographique finale des nouveaux membres du Bureau (car cela affecte les prix des vols à destination et en provenance de Genève, en Suisse).

Activité	Justification du budget
<b>4.2.5 Prendre les dispositions nécessaires pour les organes subsidiaires intersessions selon les décisions de la Conférence des Parties à sa onzième session</b> <i>Moyennant les décisions de la Conférence des Parties avec une composition et un mandat précis de l'organe subsidiaire, le nombre des réunions et les coûts y afférents pourront être ajustés.</i>	<p>Le budget est prévu pour deux organes subsidiaires intersessions, y compris par des moyens virtuels. Ces coûts incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les frais de voyage (billet d'avion et indemnité journalière) pour les délégations des Parties appartenant au groupe des PMA ;</li> <li>les frais de voyage (billet d'avion et indemnité journalière) pour les délégations des Parties appartenant au groupe des PFR et des PRITI ;</li> <li>les frais de voyage (billet d'avion et indemnité journalière) pour le Secrétariat de la Convention et les experts et expertes techniques ;</li> <li>l'interprétation (3 langues en moyenne) ;</li> <li>la location de salles ;</li> <li>la documentation et les moyens logistiques.</li> </ul> <p>Le montant final de ce poste budgétaire dépendra des décisions prises lors de la onzième session sur la création d'organes subsidiaires (groupes de travail ou groupes d'experts/expertes). Si aucun organe de ce type n'est mis en place lors de la session, ce poste budgétaire sera retiré du plan de travail et du budget finaux.</p>
<b>Coût total de l'objectif opérationnel 4.2</b>	<b>2 496 145 USD</b>

## Personnel

11. On trouvera dans le tableau ci-dessous un récapitulatif des postes qu'il est proposé de financer par les contributions évaluées et les contributions extrabudgétaires relatives à la Convention-cadre par type de poste et source de financement :

Classe	D2 <sup>a</sup>	P5 <sup>a</sup>	P4 <sup>a</sup>	P3 <sup>a</sup>	P2 <sup>a</sup>	G6 <sup>a</sup>	G5 <sup>a</sup>	Coût (USD)
CE	1 (70 %) <sup>b</sup>	4 (70 %) <sup>b</sup>	2 (100 %)	2 (100 %) 1 (50 %)	2 (50 %) 1 (50 %) <sup>b</sup>	1 (100%)	2 (100%)	<b>6 510 132</b>
EB	–	–	–	3 (100 %) 1 (50 %)	1 (50 %) <sup>b</sup>	–	1 (100%)	<b>2 084 400</b>
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>8 594 532</b>

<sup>a</sup> Pour plus d'informations sur les codes relatifs aux catégories de personnel de l'ONU, voir [Possibilités de carrière](#). Organisation des Nations Unies, 2025 (consulté le 29 mai 2025).

<sup>b</sup> Proposition du montant provenant du budget de la Conférence des Parties (voir les paragraphes 14, 15 et 16).

12. Le Secrétariat de la Convention estime que les postes des membres du personnel essentiels à l'exécution du mandat de base de la Conférence des Parties et au respect des obligations statutaires en vertu de la Convention-cadre de l'OMS doivent être financés par les contributions évaluées, car leur maintien ne saurait être remis en cause. Tous les postes sont pourvus en suivant les procédures de sélection de l'OMS.

13. Les postes de membres du personnel qui appuieront d'autres activités financées par des contributions faites dans le cadre d'accords avec des donateurs devront être financés par des contributions extrabudgétaires. Dans de tels cas, les engagements temporaires peuvent être la solution contractuelle la plus indiquée. Ces engagements ont une durée de 24 mois au maximum après quoi 31 jours au moins doivent s'écouler avant que le titulaire puisse être réengagé – si l'on a toujours besoin de ses services – pour une nouvelle période de 24 mois.

14. Les dépenses de personnel présentées dans le projet de budget sont fondées sur les dernières projections des dépenses de personnel types de l'OMS pour 2024-2025 (coût moyen des postes), avec une hausse de 8 %. Ces coûts incluent le salaire de base net, l'indemnité de poste, les avantages du personnel et les prélèvements en rapport avec l'occupation des postes.

15. Il convient de noter que l'article 34 du Protocole stipule que le Secrétariat de la Convention fait également office de Secrétariat du Protocole et que par conséquent les coûts liés à certains des postes, notamment ceux du Chef ou de la Cheffe du Secrétariat de la Convention et des hauts responsables, sont cofinancés par le plan de travail et le budget de la Conférence des Parties et par le plan de travail et le budget de la Réunion des Parties.

16. La projection des dépenses totales de personnel à couvrir par les contributions évaluées relatives à la Convention-cadre de l'OMS s'établit à 6 510 132 USD pour l'exercice 2026-2027, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

(Nombre de postes) et classe	Poste	Pourcentage à couvrir par les CE relatives à la Convention-cadre
(1) D.2	Chef/Cheffe du Secrétariat	70 %
(4) P.5	3 chefs/chefes d'équipe et 1 juriste principal(e)	70 %
(2) P.4	Gestionnaire de programme et administrateur/administratrice des traités (Juridique)	100 %
(3) P.3	Responsable administratif, chargé(e) des relations extérieures et administrateur/administratrice technique (Gestion des connaissances)	2 à 100 % 1 à 50 %
(2) P.2	Responsable de la communication et administrateur/administratrice technique (Coopération internationale)	1 à 50 % 1 à 50 %
(1) G.6	Assistant(e) du Directeur exécutif/de la Directrice exécutive	100 %
(2) G.5	Assistant(e) de l'équipe (Gouvernance) et assistant(e) de l'équipe (Notification et gestion des connaissances)	100 %

17. Il est proposé en outre d'envisager le financement des postes actuels ci-après par des contributions extrabudgétaires comme indiqué dans le tableau ci-dessous, afin d'entreprendre les activités correspondantes du plan de travail dans la mesure où ces contributions sont suffisantes. Les coûts de personnel supplémentaires pourraient atteindre 2 084 400 USD, selon les ressources mobilisées et le rythme de la mise en œuvre.

(Nombre de postes) et classe	Poste	Pourcentage à couvrir par les fonds EB relatifs à la Convention-cadre de l'OMS
(4) P.3	Administrateur/administratrice technique (Notification et gestion des connaissances), administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties), administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties) et administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties)	100 %
(1) G.5	Assistant(e) de l'équipe (Assistance aux Parties)	100 %

18. Les effectifs proposés (28 membres du personnel en tout) sont raisonnables et modestes comparativement à ceux d'autres secrétariats de convention, d'autant plus que le Secrétariat de la Convention sert en fait deux traités, réunissant l'un (la Convention-cadre de l'OMS) 183 Parties et l'autre (le Protocole) 70 Parties au 18 juin 2025. Le plan du personnel ne tient pas compte de possibles affectations à court terme en fonction des besoins effectifs et des ressources disponibles. Le tableau ci-dessous dresse la liste de l'ensemble des postes proposés dans les plans de travail de la Conférence et de la Réunion des Parties et la source de financement.

Classe	Poste	Pourcentage CE (Convention-cadre)	Pourcentage EB (Convention cadre)	Pourcentage CE (Protocole)	Pourcentage EB (Protocole)
D.2	Chef/Cheffe du Secrétariat	70 %	–	30 %	–
P.5	Conseiller/conseillère juridique principal(e)	70 %	–	30 %	–
P.5	Chef/Cheffe d'équipe (Gouvernance)	70 %	–	30 %	–
P.5	Chef/Cheffe d'équipe (Notification et gestion des connaissances)	70 %	–	30 %	–
P.5	Chef/Cheffe d'équipe (Assistance aux Parties)	70 %	–	30 %	–
P.4	Administrateur/Administratrice de programme (Convention-cadre)	100 %	–	–	–
P.4	Administrateur/Administratrice de programme (Protocole)	–	–	100 %	–
P.4	Administrateur/administratrice de traité (Juridique)	100 %	–	–	–
P.3	Responsable administratif/ve	100 %	–	–	–
P.3	Chargé(e) des relations extérieures	100 %	–	–	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Notification et gestion des connaissances)	50 %	50 %	–	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties)	–	100 %	–	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties)	–	100 %	–	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties)	–	100 %	–	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Juridique)	–	–	50 %	50 %
P.3	Administrateur/administratrice technique (Douanes)	–	–	100 %	–
P.3	Administrateur/administratrice technique (Notification et gestion des connaissances)	–	–	100 %	–
P.2	Responsable administratif/ve	–	–	100 %	–



Classe	Poste	Pourcentage CE (Convention-cadre)	Pourcentage EB (Convention cadre)	Pourcentage CE (Protocole)	Pourcentage EB (Protocole)
P.2	Administrateur/administratrice chargé de la communication et du Web	50 %	–	50 %	–
P.2	Administrateur/administratrice technique (Coopération internationale)	50 %	–	–	50 %
P.2	Chargé(e) des relations extérieures	–	–	–	100 %
P.2	Administrateur/administratrice technique (Assistance aux Parties)	–	–	–	100 %
G.6	Assistant(e) du Directeur exécutif/de la Directrice exécutive	100 %	–	–	–
G.5	Assistant(e) de l'équipe (Gouvernance)	100 %	–	–	–
G.5	Assistant(e) de l'équipe (Coopération internationale)	–	–	–	100 %
G.5	Assistant(e) de l'équipe (Notification et gestion des connaissances)	100 %	–	–	–
G.5	Assistant(e) de l'équipe (Assistance aux Parties)	–	100 %	–	–
G.5	Assistant(e) de l'équipe (Administration)	–	–	100 %	–

19. On trouvera à l'annexe 2 du document FCTC/COP/11/13 une répartition détaillée des dépenses de personnel proposées.

## Dépenses à recouvrer

20. Au Secrétariat de la Convention, en tant qu'entité hébergée par l'OMS, sont imputées des dépenses à recouvrer en application d'une méthodologie introduite en 2016 pour assurer le recouvrement intégral des dépenses et améliorer la transparence de l'approche. Le calcul du montant à imputer au Secrétariat de la Convention est basé sur les frais gestionnaires et administratifs de l'OMS et les effectifs du Secrétariat de la Convention qui peuvent fluctuer d'une période biennale à l'autre.

21. Le paiement de ce montant provient initialement de la déduction automatique des dépenses d'appui au programme appliquées par l'Organisation aux contributions extrabudgétaires qu'a reçues le Secrétariat de la Convention. Lorsque le montant automatiquement déduit des contributions extrabudgétaires n'est pas suffisant pour assurer le recouvrement des dépenses au cours d'une période biennale, l'OMS déduira le solde dû des contributions évaluées relatives à la Convention-cadre de l'OMS et au Protocole, proportionnellement au montant total. Dans le cas peu probable où le montant déduit des contributions extrabudgétaires dépasserait le montant nécessaire à la couverture des dépenses à recouvrer, l'excédent serait retourné au Secrétariat de la Convention.

22. Le montant exact devant potentiellement être déduit des contributions évaluées dépendra donc du montant des contributions extrabudgétaires que le Secrétariat de la Convention parviendra à lever et à dépenser.

23. Jusqu'en 2020, l'OMS retenait 13 % des contributions évaluées relatives à la Convention-cadre de l'OMS pour couvrir cette différence potentielle et ne débloquent la différence qu'à la fin de la période biennale. Avec la signature des conditions d'hébergement du Secrétariat de la Convention par l'OMS le 30 octobre 2019, il a été établi que l'Organisation ne retiendrait plus les 13 % sur les contributions évaluées, mais que le Secrétariat de la Convention devrait encore tenir compte de ce montant dans tous les projets de plans de travail et de budgets afin de couvrir la différence potentielle entre les dépenses d'appui au programme et les dépenses à recouvrer. Le montant non dépensé des 13 % budgétisés à partir des contributions évaluées pour la couverture des dépenses à recouvrer sera reporté, le cas échéant, sur le prochain exercice biennal.

## Budget total

24. Le montant total des contributions évaluées proposé pour l'exercice 2026-2027 s'établit à 8 801 093 USD, dépenses à recouvrer comprises, sans augmentation par rapport à l'exercice 2024-2025, adopté par la Conférence des Parties à sa dixième session. Les contributions évaluées sont essentielles aux fonctions statutaires et aux activités de base du plan de travail ainsi qu'à la couverture des traitements du personnel de base, afin d'assurer l'exercice de ces fonctions au niveau d'excellence attendu.

25. Le montant des contributions extrabudgétaires proposé, dépenses à recouvrer comprises, s'établit à 11 314 802 USD. Les contributions extrabudgétaires sont nécessaires pour financer les activités qui ne sont pas couvertes par les contributions évaluées, à savoir notamment une assistance directe accrue aux Parties, ainsi que les effectifs supplémentaires proposés pour la mise en œuvre de ces activités. Toutes les activités qu'il est proposé de financer par les contributions extrabudgétaires sont conditionnées à la mobilisation des ressources correspondantes.

26. Le budget total proposé à couvrir par les contributions évaluées et les contributions extrabudgétaires s'établit à 20 115 895 USD.

## Comparaison entre le plan de travail et le budget 2024-2025 adoptés et le projet de plan de travail et de budget 2026-2027

27. Le total proposé pour le plan de travail et le budget 2026-2027 s'élève à 20 115 895 USD, ce qui représente une légère augmentation globale de 3,2 % par rapport au plan de travail et au budget 2024-2025 adoptés par la Conférence des Parties à sa dixième session. Cette hausse correspond à une légère augmentation proposée des contributions extrabudgétaires. Comme indiqué précédemment, aucune augmentation des contributions évaluées n'est proposée.

## Comparaison entre les postes budgétaires du plan de travail et du budget 2024-2025 adoptés et le projet de plan de travail et de budget 2026-2027 (en USD)

Catégorie de coût	Financé par les CE en 2024-2025	Financé par les CE en 2026-2027	Variation CE (%)	Financé par les EB en 2024-2025	Financé par les EB en 2026-2027	Variation EB (%)	Total 2024-2025	Total 2026-2027	Variation totale (%)
Coût des activités	1 657 313	1 278 446	-22,9	7 460 000	7 928 699	7	9 117 313	9 207 145	1,0

Catégorie de coût	Financé par les CE en 2024-2025	Financé par les CE en 2026-2027	Variation CE (%)	Financé par les EB en 2024-2025	Financé par les EB en 2026-2027	Variation EB (%)	Total 2024-2025	Total 2026-2027	Variation totale (%)
Dépenses liées au personnel	6 131 265	6 510 132	6,2	2 007 075	2 084 400	3,9	8 138 340	8 594 532	5,6
Total des dépenses directes	7 788 578	7 788 578	0	9 467 075	10 013 099	5,8	17 255 653	17 801 677	3,2
Dépenses à recouvrer (13 %)	1 012 515	1 012 515	0	1 230 720	1 301 703	5,8	2 243 235	2 314 218	3,2
<b>Total général</b>	<b>8 801 093</b>	<b>8 801 093</b>	<b>0</b>	<b>10 697 795</b>	<b>11 314 802</b>	<b>5,8</b>	<b>19 498 888</b>	<b>20 115 895</b>	<b>3,2</b>

## Contributions fixées

28. Un montant total de 8 801 093 USD serait couvert lors des deux exercices biennaux par les contributions évaluées, ce qui représente une croissance zéro en valeur nominale.

29. Comme c'est habituellement le cas, les contributions évaluées servent principalement à couvrir l'organisation de la douzième session de la Conférence des Parties, les réunions du Bureau, l'établissement de rapports, la communication et les postes du personnel de base. Une partie plus limitée des contributions évaluées a été allouée au financement de l'administration et de la gestion générales du Secrétariat de la Convention en rapport avec la Convention-cadre de l'OMS.

30. Pour ce qui est du coût des activités, le budget proposé à financer par les contributions évaluées est inférieur de 22,9 %, du fait de la nécessité d'utiliser les contributions évaluées pour couvrir des coûts de personnel croissants.

31. En ce qui concerne les dépenses de personnel, le budget proposé à financer par les contributions évaluées subit une hausse de 6,2 % – sans toutefois qu'il y ait d'augmentation du montant total des contributions évaluées – en raison d'augmentations régulières des dépenses de personnel de l'OMS. Il n'y a aucune différence entre les postes et le pourcentage à couvrir par les contributions évaluées relatives à la Convention-cadre de l'OMS figurant dans le plan de travail et le budget adoptés pour l'exercice 2024-2025 et le projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027.

32. Il importe de noter que bien que le Secrétariat de la Convention cherche à limiter le plus possible les augmentations de dépenses de personnel en s'abstenant d'augmenter le nombre de postes ou le pourcentage à couvrir par les contributions évaluées, des hausses périodiques d'une période biennale à l'autre sont inévitables compte tenu de la progression des dépenses de personnel de l'OMS. Le maintien du montant total des contributions évaluées au même niveau remettra inévitablement en cause les postes essentiels à l'exécution des mandats de base de la Conférence des Parties et des obligations statutaires en vertu de la Convention-cadre de l'OMS ainsi que les activités financées par les contributions évaluées, telles que l'organisation de la Conférence des Parties.

33. Les contributions évaluées sont les montants que chaque Partie doit verser pour pouvoir participer à la Convention-cadre de l'OMS. Le barème des contributions correspond essentiellement au produit intérieur brut d'un pays et repose sur le barème correspondant de l'OMS, en tenant compte des différences entre les États Membres de l'OMS et les Parties à la Convention-cadre de l'OMS.

34. Les contributions évaluées sont une source clé et prévisible de financement du Secrétariat de la Convention, qui contribue à limiter la dépendance à l'égard d'un nombre limité de donateurs et permet d'aligner les ressources sur le plan de travail et le budget adoptés par la Conférence des Parties. Comme c'est le cas pour l'OMS, les contributions évaluées sont également une source de financement souple qui permet au Secrétariat de la Convention de rester en phase avec les exigences, d'exécuter les tâches prescrites par la Conférence des Parties et d'accomplir ce qu'on attend de lui.

35. Le Secrétariat de la Convention applique rigoureusement le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'OMS et s'attache à ce que les contributions évaluées allouées aux activités et à la dotation en personnel soient utilisées au maximum. À la fin d'un exercice biennal, les éventuelles contributions évaluées non dépensées, telles que le montant affecté aux dépenses à recouvrer dans le budget, sont reportées sur l'exercice biennal suivant. Cela est notifié à la Conférence des Parties et à son bureau dans le cadre du solde d'ouverture figurant dans les états certifiés des recettes et des dépenses.

36. Tout montant reporté sur l'exercice biennal suivant sera disponible pour financer les activités prioritaires incluses dans le plan de travail et le budget approuvés par la Conférence des Parties pour cet exercice biennal. Toutes les dépenses seront communiquées au Bureau de la Conférence des Parties et à la Conférence des Parties dans les rapports financiers du Secrétariat de la Convention.

### **Contributions extrabudgétaires**

37. Un montant total de 11 314 802 USD serait financé par les contributions extrabudgétaires, ce qui représenterait une légère augmentation de 5,8 %.

38. En ce qui concerne le coût des activités à couvrir par les contributions extrabudgétaires, on constate dans le projet de plan de travail et de budget 2026-2027 une hausse de 7 % par rapport au montant approuvé dans le plan de travail et le budget 2024-2025.

39. Pour ce qui est des dépenses de personnel, sujettes à la disponibilité de contributions extrabudgétaires, le montant indiqué dans le projet de plan de travail et de budget 2026-2027 représente une hausse de 3,9 %. Cette hausse est liée à des augmentations régulières des dépenses de personnel de l'OMS. Il n'y a aucune différence entre les postes et le pourcentage à couvrir par les contributions extrabudgétaires relatives à la Convention-cadre de l'OMS figurant dans le plan de travail et le budget approuvés pour l'exercice 2024-2025 et le projet de plan de travail et de budget pour l'exercice 2026-2027.

40. Il convient de noter que le budget proposé, lorsqu'il est prévu que les dépenses soient couvertes par des contributions extrabudgétaires, est inclus afin de créer de l'« espace budgétaire » et, dans certains cas, cela représente un plafond élevé inclus pour permettre au Secrétariat de la Convention de mobiliser des ressources et de prendre les mesures appropriées conformément aux règles de l'OMS lorsqu'un donateur verse une nouvelle contribution. Le montant total des contributions extrabudgétaires ne doit pas être compris comme une obligation pour le Secrétariat de la Convention de mobiliser l'intégralité de ces ressources, mais comme le montant maximum qui peut être mobilisé au cours de l'exercice biennal. Toutes les activités qu'il est proposé de financer par les contributions extrabudgétaires sont conditionnées à la mobilisation des ressources correspondantes.